

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

ne devait pas être ratifiée, mais que l'avantage soit donné aux anciens conseillers de reprendre leurs fonctions. Propositions longuement énoncées relativement à l'administration des affaires du pays. Page 356

9 mai,
New York.

Mackenzie à Stephen. Bien qu'il n'ait pas reçu de réponse, il n'en est pas moins disposé à lui écrire quand l'occasion s'en présente. Il reproche au bureau des Colonies d'avoir sanctionné la charte des banques et il fait divers autres reproches. Il lui a adressé les procès-verbaux de la Chambre qui étaient imprimés tous les jours ; il en a envoyé une copie à Hume. A moins que le bureau des Colonies ne change ses méthodes, il surviendra des malheurs ; les Canadiens voient ses injustices. Il souhaite ardemment que les whigs et tous ceux qui s'y rattachent soient expulsés du pouvoir et que les réformistes ou le duc y soient appelés. Jamieson n'est pas un réformiste, selon que l'on a prétendu ; les manœuvres électorales ont porté temporairement bonheur à Leeds. Contradiction dans les actes du bureau des colonies. Il faut louer le ciel de ce qu'ils vivent à côté du pays le plus florissant de la terre, sans cela ils renouvelleraient les misères de l'Irlande. Il réitère ses accusations de duperie et de mauvaise foi à l'adresse de Head. 116

Inclus. Avis donné au public d'éviter de signer une pétition d'une nature très séditieuse. 124

Discours fait par le lieutenant-gouverneur lors de la prorogation. 126

Délibérations de la Chambre d'Assemblée. 148

12 mai,
Westminster.

Talbot à Grey. La famille de l'oncle de Walker, M.P. pour Wexford, Canada, désire savoir entre quelles mains est sa propriété, vu qu'aucun document n'établit qu'elle ait été vendue. 496

Inclus. Acte contenant le contrat de vente d'une terre de York à Thomas Bingle. 497

Une note dit : " Cette terre a été achetée de M. Thomas Bingle par M. John Miles Jackson, de Southampton, le 6 mars 1810, et a été vendue par lui à M. Peter Walker, le 26 avril 1810.

14 mai,
Toronto.

Joseph à Stephen. Envoie des copies certifiées du rapport du comité choisi. La copie imprimée eût été plus commode pour la lecture, mais elle ne contient pas l'annexe. Head a fait des observations sur des bandes de papier dans le rapport envoyé, mais il n'en a pas gardé copie. 96

14 mai,
Toronto.

Strachan à Gienelg. Lui donne l'espoir d'être nommé évêque dans le cas où le diocèse de Québec serait divisé, ou d'être son suffragant pour donner l'aide nécessaire au vénérable chef de l'Eglise dans ces provinces. Suit la recommandation de discontinuer d'occuper un siège dans le Conseil exécutif. Il avait obéi à cette recommandation de sorte qu'il n'y avait pas même l'apparence d'un prétexte qu'il se mêlât d'affaires politiques. Rappelle la nomination du docteur Mountain qui passe par-dessus lui, bien qu'étant un homme plus jeune que lui. Expose ses services pour la cause de l'éducation. Son vif ressentiment de l'injustice s'il n'est pas nommé évêque. 470

Inclus. Strachan à ———. Envoie des observations sur l'église établie au Canada. Remarques sur la nomination de Stewart au siège épiscopal de Québec, bien que lui (Strachan) ait travaillé plus longtemps et avec de meilleurs résultats. Ses services dans l'Eglise. 478

24 mai,
Downing
Street.

Sans signature à Head. Envoie une note et un document inclus de M. Talbot demandant des renseignements sur les terres dans le Haut-Canada. 499

31 mai,
Downing
Street.

Sans signature à Hurd. Dans les circonstances ne peut le remplacer dans sa charge d'arpenteur général qu'il avait convenu de résigner. La convenance de la ligne de conduite suivie par Head. Quant à une allocation de retraite il n'y a pas de fonds dans la Grande-Bretagne sur lequel on puisse tirer, mais Head recevra instruction de soumettre la question à la législature du Haut-Canada. 16